

**Assemblée générale**

Distr. générale  
22 juin 2010  
Français  
Original : anglais

---

**Soixante-cinquième session**  
Point 20 de la liste préliminaire\*  
**Développement durable**

**Lettre datée du 21 juin 2010, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent du Tadjikistan  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint la Déclaration de Douchanbé sur l'eau, adoptée à l'issue de la Conférence internationale de haut niveau consacrée à l'examen approfondi à mi-parcours de la mise en œuvre de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau, source de vie » (2005-2015), qui s'est tenue à Douchanbé les 8 et 9 juin 2010 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 20 de la liste préliminaire des questions à inscrire à l'ordre du jour provisoire de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Sirodjidin Aslov

---

\* A/65/50.



**Annexe à la lettre datée du 21 juin 2010 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
du Tadjikistan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration de Douchanbé sur l'eau**

**Résultats de la Conférence internationale de haut niveau  
consacrée à l'examen approfondi à mi-parcours  
de la mise en œuvre de la Décennie internationale d'action  
sur le thème « L'eau, source de vie » (2005-2015)  
qui s'est tenue à Douchanbé les 8 et 9 juin 2010**

1. À l'invitation du Gouvernement tadjik, ce dont l'Assemblée générale s'était félicitée dans sa résolution 64/198, des chefs d'État et de gouvernement, des ministres, des délégations gouvernementales, des chefs de secrétariat des représentants d'institutions financières internationales et régionales et des représentants de la société civile et du monde des affaires de 75 pays ont participé à la Conférence de haut niveau consacrée à l'examen approfondi à mi-parcours de la mise en œuvre de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau, source de vie » (2005-2015) qui s'est tenue à Douchanbé les 8 et 9 juin 2010.
2. La Conférence a tenu des débats approfondis sur six thèmes : a) accélération de la réalisation des objectifs de développement adoptés au niveau international dans le domaine de l'eau, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement, en encourageant la participation des femmes; b) coopération transfrontière à la gestion des ressources en eau; c) qualité de l'eau; d) ressources en eau, adaptation au changement climatique et réduction des risques de catastrophe; e) financement durable; et f) gestion intégrée des ressources en eau, énergie, agriculture et sécurité alimentaire. Elle s'est également inspirée des résultats du débat de haut niveau qui s'est tenu à New York le 22 mars 2010, Journée mondiale de l'eau, lors de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale.
3. La Conférence de haut niveau a adopté un certain nombre de conclusions et de recommandations qui sont consignées dans la présente Déclaration de Douchanbé sur l'eau.
4. Le Gouvernement tadjik présentera la Déclaration de Douchanbé sur l'eau à l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa soixante-cinquième session, pour qu'elle l'examine de façon appropriée.
5. La Conférence a réaffirmé l'importance capitale de l'eau pour la protection de l'environnement et le développement durable, notamment en ce qui concerne la réduction de la pauvreté et de la faim, la santé publique, la sécurité alimentaire, l'hydroélectricité, l'agriculture et le développement rural. Elle a renouvelé les engagements pris en faveur de la réalisation des objectifs convenus au niveau international s'agissant de l'eau et de l'assainissement, en particulier ceux contenus dans la Déclaration du Millénaire, les dispositions du programme Action 21 et le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (« Plan de mise en œuvre de Johannesburg »), tout en insistant sur la nécessité d'inscrire ces deux domaines au nombre des priorités des stratégies nationales de développement durable et de réduction de la pauvreté. Elle a pris note des déclarations

ministérielles prononcées lors du cinquième Forum mondial de l'eau. Elle a également rendu hommage au travail accompli par le système des Nations Unies pour aider les pays à atteindre ces objectifs. Elle a évoqué les décisions et résolutions adoptées par les organes, organismes et entités des Nations Unies qui s'occupent de l'eau, de l'assainissement et de questions connexes.

6. La Conférence a reconnu l'importance des mécanismes multilatéraux établis sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour aborder l'ensemble des questions de l'eau et de l'assainissement, pour promouvoir la coopération entre pays riverains par des dispositifs bilatéraux et multilatéraux et pour assurer le suivi nécessaire de ces questions, conformément aux engagements pris à cet égard, notamment dans le programme Action 21 et le Plan de mise en œuvre de Johannesburg.

7. La Conférence a pris note des résultats obtenus au cours des cinq premières années de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau, source de vie » (2005-2015) dans l'application des programmes et projets menés dans le domaine de l'eau. Ces résultats ont été rendus possibles par l'action combinée des pays en développement, des donateurs et de différents organismes des Nations Unies, organisations internationales et organisations de la société civile. Elle a aussi pris note du fait que nombre des principaux obstacles rencontrés provenaient aussi bien des problèmes persistants que de nouvelles difficultés résultant des récentes crises énergétique, alimentaire et financière mondiales, conjuguées aux effets de plus en plus prononcés du changement climatique. Comme on le verra, la Conférence internationale a retenu un certain nombre de questions.

8. L'exploitation, la gestion et la conservation durables des eaux de surface et des eaux souterraines sont indispensables pour accomplir des progrès dans tous les aspects du développement économique et humain, et pour préserver la qualité de l'eau et les écosystèmes, ainsi que les biens et services essentiels qu'ils fournissent à l'humanité.

9. Les questions de gestion des ressources en eau doivent être traitées à l'échelle locale, nationale et, le cas échéant, régionale et internationale. L'ensemble des parties prenantes, qu'elles soient issues des gouvernements, des organisations internationales, du secteur privé, de la société civile ou du monde universitaire, devrait, au besoin, être mobilisé en tenant compte des facteurs sociaux, économiques et environnementaux et en prêtant tout particulièrement attention aux moyens de subsistance des pauvres et des plus vulnérables. En l'occurrence, les partenaires devraient aussi s'efforcer de faire participer les femmes aux actions de développement menées dans le domaine de l'eau pour atteindre, d'un commun effort, les objectifs de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau, source de vie » (2005-2015), conformément à ce que l'Assemblée générale a décidé dans sa résolution 58/217.

10. La Conférence a rappelé le principe 2 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement selon lequel les États ont, conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et de développement, et ils ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommages à l'environnement dans d'autres États ou dans des zones ne relevant d'aucune

juridiction nationale. Il appartient donc aux gouvernements de définir les politiques appropriées et d'allouer des ressources budgétaires suffisantes au secteur de l'eau.

11. L'eau joue un rôle central pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Pour garantir un accès durable et équitable à l'eau, il faut résoudre les problèmes de pénurie les plus graves par une bonne gestion de l'eau et la fourniture de services adéquats d'assainissement et d'évacuation des eaux usées. Il est essentiel d'adopter les politiques et de prendre les mesures voulues dans le domaine de l'eau et de l'assainissement pour sortir les personnes de la pauvreté, assurer la sécurité alimentaire et énergétique, promouvoir une société saine et contribuer au développement durable. Des campagnes de communication et de sensibilisation doivent être menées sans relâche pour renforcer la prise de conscience du rôle central des ressources en eau pour réaliser les objectifs du Millénaire.

12. La progression vers l'objectif de réduire de moitié le nombre de personnes sans accès à l'eau potable et à des services d'assainissement adéquats est lente et inégale. Les représentants à la Conférence internationale confirment qu'ils sont décidés à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour atteindre ces objectifs, et expriment leur soutien à l'initiative « Sustainable Sanitation – the Five Year Drive to 2015 » proposée lors de la Conférence de suivi sur l'Année internationale de l'assainissement qui s'est tenue les 26 et 27 janvier 2010 à Tokyo.

13. La Conférence internationale appelle les gouvernements, s'ils ne l'ont pas encore fait, à envisager de créer une commission nationale et de désigner des coordonnateurs pour faciliter et promouvoir les activités relatives à la deuxième moitié de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau, source de vie » (2005-2015).

14. L'absence d'objectifs relatifs aux utilisations durables et productives de l'eau et la gestion de l'eau fait qu'il est difficile pour la communauté internationale de suivre les progrès accomplis, d'autant plus que les réseaux de collecte de données sont inadéquats et se détériorent, et que l'échange de données se fait difficilement.

15. Le système des Nations Unies joue un rôle important pour aider les pays à atteindre les objectifs de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau, source de vie » (2005-2015) et à résoudre les problèmes nouveaux, par la coopération à tous les niveaux, en renforçant les capacités de gestion des ressources en eau, et à assurer des services d'adduction d'eau potable et d'assainissement. ONU-Eau continuera à faciliter la réponse systémique coordonnée nécessaire à la mise en œuvre des activités menées dans le cadre de la Décennie « L'eau, source de vie ».

16. Les gouvernements et les partenaires du développement devraient faire preuve d'une volonté politique plus affirmée, prendre des engagements financiers plus ambitieux et faire de la réalisation des objectifs de développement international liés à l'eau un objectif prioritaire pour le reste de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau, source de vie » (2005-2015), en particulier par les pays en développement, malgré la persistance de l'actuelle crise économique et financière mondiale. Les pays devraient par conséquent faire des questions d'eau et d'assainissement une priorité de la réunion plénière de haut niveau consacrée aux objectifs du Millénaire pour le développement, qui se tiendra à New York du 20 au 22 septembre 2010 lors de sa soixante-cinquième session de l'Assemblée générale.

17. Les institutions financières internationales et régionales, de même que les partenariats entre les secteurs public et privé, jouent un rôle important pour mobiliser des ressources financières et les allouer aux différentes activités menées dans le domaine de l'eau. Elles devraient continuer à élaborer des mécanismes permettant de satisfaire de façon adéquate la demande croissante de ressources financières et de renforcement des capacités techniques et institutionnelles.

18. Les initiatives de coopération Sud-Sud, Nord-Sud et triangulaire lancées dans le domaine de la gestion des ressources en eau devraient tenir compte des particularités de chaque cas. La coopération devrait être encouragée par des moyens financiers traditionnels, mais aussi pour une démarche plus large qui consisterait à promouvoir l'échange de données d'expérience, de meilleures pratiques et d'enseignements du passé, ainsi que le partage de savoir-faire et de technologies appropriées et respectueuses de l'environnement. Les partenaires de la coopération pour le développement peuvent cibler leur aide sur les régions et les pays qui ne parviendront sans doute pas à atteindre les objectifs du Millénaire, et faire porter leurs efforts sur les aspects de ces objectifs, ou d'autres objectifs de développement convenus au niveau international, qui ont trait à l'eau, conformément aux priorités et aux plans de développement nationaux.

19. Il est essentiel de procéder à une mise en œuvre progressive et durable de la gestion intégrée des ressources en eau au niveau des bassins versants et des systèmes d'eaux souterraines pour satisfaire de façon équitable les besoins sociaux, environnementaux et économiques.

20. Le changement climatique a des répercussions sur les moyens de subsistance et le bien-être des personnes, principalement en raison de ses effets néfastes sur le cycle hydrologique. Face à des événements extrêmes, comme les inondations, les sécheresses ou d'autres risques hydroclimatiques, il est impératif de renforcer les capacités de récupération et de réduire la vulnérabilité. Il est essentiel de gérer la variabilité de plus en plus prononcée des conditions hydrologiques par des mesures aussi bien structurelles que non structurelles. Il est important de renforcer les capacités de récupération sur le long terme par des institutions et des équipements hydrauliques robustes et des écosystèmes fonctionnels, comme les forêts et les zones humides. Il est plus efficace de passer d'une gestion a posteriori et au cas par cas des crises à une préparation en prévision des catastrophes et à une gestion anticipée des risques sur la base d'une évaluation et d'un suivi adéquats des risques, ceci ne pouvant se faire en l'absence de données scientifiques et de nouveaux outils de décision. Ainsi, le progrès scientifique et technologique et la coopération entre les pays sont essentiels et devraient être renforcés. Le Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015 : pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes, fournit le plan directeur et les orientations pour aller de l'avant.

21. Les systèmes existant dans le monde d'observation et de suivi des précipitations, de l'enneigement, des glaciers et du débit des cours d'eau se sont sérieusement dégradés. Leur densité est souvent bien en deçà des normes internationales pour permettre des prévisions solides et l'interprétation des données. Avec une base d'informations qui se réduit, il devient plus difficile de contrôler la quantité et la qualité de l'eau, de prévoir les sécheresses et les inondations, de comprendre les répercussions du changement climatique et d'établir des plans de gestion de l'eau appropriés.

22. Améliorer les capacités de collecte, d'évaluation et de diffusion des données hydrologiques, hydrogéologiques et météorologiques est essentiel; ces capacités devraient être renforcées, notamment dans le cadre de la mise en œuvre du Cadre mondial pour les services climatologiques. Il est crucial d'améliorer la gestion des ressources en eau et la compréhension scientifique du cycle de l'eau par des activités communes d'observation et de recherche, mais aussi par le partage des connaissances, des activités de renforcement des capacités et des transferts de technologie, en particulier au profit des pays en développement et des pays à économie en transition.

23. Pour assurer une gestion durable et efficace des ressources en eau, il est essentiel d'adapter aux changements environnementaux mondiaux les modes de production et les systèmes d'appui en concevant et en appliquant des méthodes et des techniques sobres en eau dans tous les secteurs consommateurs d'eau.

24. Des méthodes de gestion novatrices et des mécanismes d'irrigation et de drainage modernes et efficaces, réalisables d'un point de vue technique, prêts à être mis en œuvre et respectueux de l'environnement, sont souvent nécessaires pour améliorer la productivité et l'utilisation efficace de l'eau dans le secteur agricole afin d'assurer la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté et la faim et protéger l'environnement.

25. L'eau est une source d'énergie renouvelable qui sert à produire l'électricité qui permet d'approvisionner la population en eau et de lui fournir de nombreux autres services de base. L'exploitation rationnelle de l'énergie hydraulique pourrait beaucoup aider à réduire la pauvreté, atténuer les effets du changement climatique et concrétiser le développement durable, en particulier dans les pays en développement.

26. Protéger la qualité de l'eau permet de disposer de davantage d'eau potable. La pollution des eaux de surface et des eaux souterraines devrait être empêchée par des politiques et stratégies globales et novatrices, notamment en renforçant la prise de conscience du public et les activités de sensibilisation, et d'une conception globale du recyclage de l'eau par des méthodes financièrement viables, aux niveaux central et local, permettant de satisfaire les besoins des hommes dans le respect de l'environnement.

27. Le dessalement et le traitement des eaux usées peuvent être des options stratégiques dans les nombreuses régions qui manquent d'eau. Il est essentiel de rendre ces techniques durables, rentables et peu coûteuses.

28. Les ressources en eau doivent être gérées par des systèmes de planification et de gestion appropriés pour faire en sorte que des mesures d'ordre infrastructurel ou non permettent une utilisation et une gestion durables de l'eau. Investir dans ces domaines devrait être une priorité absolue.

29. Il est essentiel de solliciter toutes les sources possibles pour mobiliser les ressources financières qui permettront de traiter l'ensemble des questions liées à l'eau et d'encourager les investissements publics et privés. Il est important que ces financements profitent aux régions qui en ont le plus besoin. Des stratégies de financement durable et accessible, comme la diversification des crédits et des mécanismes appropriés de gestion financière, devraient être mises en œuvre par les institutions financières internationales et les partenaires du développement en tenant compte des besoins et des capacités des bénéficiaires.

30. La communauté internationale des donateurs peut, en fonction des priorités nationales des pays bénéficiaires, intégrer davantage la question de l'eau dans les mécanismes généraux de la coopération du développement et cibler son aide sur les régions et les pays qui risquent fort de ne pas atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement en insistant sur les aspects souvent oubliés des OMD qui sont liés à l'eau.

31. Les pays en développement devraient recevoir une aide financière durable et prévisible et bénéficier de transferts de technologie dans des conditions justes et équitables, conformément au principe des responsabilités partagées mais différenciées, pour leur permettre de s'attaquer avec succès aux problèmes de l'adduction de l'eau potable, de l'assainissement et de l'adaptation au changement climatique.

32. Il est essentiel que les pays améliorent la gestion de l'eau en renforçant la législation et la réglementation de l'eau, en appliquant plus strictement le principe de responsabilité politique et administrative et en augmentant la participation du public et la transparence.

33. On sait que les femmes et les enfants souffrent le plus du manque d'eau potable et de moyens d'assainissement. Les femmes étant trop peu associées aux décisions, il importe de renforcer les initiatives menées en faveur de l'égalité des sexes dans le domaine de la gestion des ressources en eau.

34. L'accès à l'eau potable et à l'assainissement, que certains pays ont érigé en droit de l'homme, est intimement lié à la vie, à la santé, au développement, à l'alimentation, au logement, à l'éducation, à la sécurité physique et à l'absence de traitements inhumains et dégradants. Avec l'aide internationale nécessaire, les pays pourront réaliser cet objectif.

35. L'histoire a souvent montré que le caractère vital de l'eau est un moteur puissant de la coopération et du dialogue, obligeant les partenaires à rapprocher leurs points de vue les plus divergents. L'eau unit les peuples et les sociétés plus qu'elle ne les divise. Les pays riverains devraient intensifier leur dialogue et leur coopération et prendre des mesures pour permettre une utilisation rationnelle et mutuellement bénéfique des ressources en eau transfrontières sur la base des normes, principes et lois qu'ils ont adoptés. Ces pays pourraient prendre des mesures concrètes, de façon concertée, conformément aux accords existants et futurs. Il est possible que des parties ayant des intérêts divergents profitent de ces ressources grâce à des dispositifs spécifiques adaptés aux caractéristiques d'un bassin particulier.

36. La coopération transfrontière concernant l'eau doit être guidée par les accords régionaux et internationaux, et elle devrait être encouragée, y compris par les mécanismes existants et par une diplomatie de l'eau.

37. L'eau étant une question transversale, les conclusions et recommandations qui précèdent devraient aussi être communiquées aux décideurs et aux partenaires agissant dans d'autres domaines que celui de l'eau afin qu'un large consensus se dégage autour d'un objectif commun, par une approche intégrée et bien coordonnée. La question de l'eau doit être prise en compte dans les décisions des autres secteurs, ou concernant le développement, la croissance, la sécurité et les moyens de subsistance, mais aussi la lutte contre le changement climatique, les crises

alimentaire et énergétique et la prévention des catastrophes. Il faut valoriser les synergies et renoncer aux démarches sectorielles étroites.

38. Les participants ont exprimé leurs remerciements au Gouvernement tadjik pour avoir accueilli la Conférence et pour son accueil chaleureux et son hospitalité généreuse.

39. La Conférence a également dit combien elle avait apprécié l'aide donnée à sa préparation par les organismes des Nations Unies, les équipes du Siège et de terrain, notamment celles d'ONU-Eau, et les autres institutions régionales et internationales.

---